

POURQUOI L'INDUSTRIE EST NOTRE AVENIR

Renaud Bellais

16/10/2017

La nomination prochaine d'un commissaire interministériel à la réindustrialisation par le ministre de l'Économie et des Finances, le 4 octobre 2017, marque-t-elle une volonté de redynamisation de l'économie française ? Pour Renaud Bellais, il est utile de s'interroger sur ce que doivent être, aujourd'hui, les objectifs de la politique industrielle pour la France.

« L'industrie a un avenir en France », a souligné Bruno Le Maire. Toutefois, de quelle industrie parlons-nous ? Que pouvons-nous en attendre, non seulement en termes d'emplois et de création d'activités, mais aussi du point de vue social et sociétal ? Pouvons-nous espérer que l'industrie des prochaines décennies, que notre pays doit construire ou attirer, soit porteuse de progrès social ? Deux enjeux sont clairement identifiables pour relever les défis posés par la quatrième révolution industrielle, c'est-à-dire une transformation radicale en cours des modes de production portée par des ruptures technologiques : transformer le système de formation pour adapter les compétences aux métiers de demain ; accompagner la transition des entreprises par un accroissement de l'investissement productif.

Une industrie mal aimée mais nécessaire

Malgré les discours récents sur la réindustrialisation, la France semble avoir fait le deuil de son secteur industriel depuis des décennies (certainement depuis la crise du textile et de la sidérurgie dans les années 1970). D'une certaine façon, ce n'est pas surprenant. En réalité, l'industrie a toujours été assez mal aimée, car mal comprise. Cette incompréhension reflète un rapport complexe au capitalisme et aux activités manufacturières, à gauche comme à droite. L'anticapitalisme – de la gauche radicale comme de la droite catholique – se traduit souvent par des récriminations à l'encontre des usines, symbole par définition de cette forme honnie de production.

Or, cela revient à nier le rôle important que joue l'industrie dans l'évolution économique, par ses effets structurants pour l'ensemble de la société. En effet, elle ne se résume pas aux activités manufacturières. Elle les dépasse largement, aussi bien par le périmètre économique des activités

impliquées que par ses effets d'entraînement sur l'économie. De fait, l'industrie, c'est beaucoup et de plus en plus d'activités non manufacturières. Les services structurent l'industrie, mais cette dernière les modèle aussi en grande partie par ses besoins, de la conception des produits à leur distribution en passant par de multiples prestations dans la production.

Qui plus est, l'industrie ne se réduit pas à la fabrication d'objets. Elle a une influence toujours prégnante sur notre mode de vie, voire notre représentation du monde. Elle crée un monde de possibles, un monde de représentations par les usages possibles que les produits suscitent. Les recherches en histoire et sociologie montrent à quel point les objets et les activités associées ont un rôle essentiel pour structurer la manière dont les individus perçoivent le monde et interagissent avec lui.

De ce fait, sans industrie, un pays perd un vecteur majeur pour la transformation de son économie, pour la création de nouvelles richesses (qui d'ailleurs ne sont pas nécessairement capitalistes ou marchandes) ou pour l'invention de nouveaux métiers porteurs d'emplois. Penser que la France serait plus forte sans usines est une erreur. Encore faut-il choisir les activités industrielles porteuses d'avenir.

En effet, il est étonnant de constater que même le discours « industrialiste » de la classe politique française, y compris aujourd'hui, reste marqué par une vision passéiste, voire réactionnaire de l'industrie. Ainsi, dans son intervention le 4 octobre 2017 à l'Assemblée nationale, de manière surprenante, Bruno Le Maire a insisté sur la nécessité de confier au commissaire interministériel la mission de « prévenir les risques de fermeture d'usines » et d'« accompagner les industries », faisant référence au cas de l'usine Whirlpool à Amiens. La focalisation sur « les sites industriels qui sont menacés » se révèle de fait antinomique avec une réelle approche de la réindustrialisation.

Victimes de la mondialisation ?

Il est important de se départir de l'idée selon laquelle l'industrie peut être réduite à des emplois déqualifiés et harassants. Cette représentation est paradoxale. De nombreuses personnes craignent en effet la perte de ces emplois manufacturiers, potentiellement « volés » par les pays émergents du fait des délocalisations, ou en raison d'une concurrence des produits importés jugée déloyale, tout en les considérant comme dévalorisants par construction...

Les Français sont victimes d'une double intoxication depuis les années 1970. Elle les a conduits à se détourner de l'industrie. Cela a notamment été le cas de très nombreux étudiants et élèves dans les écoles d'ingénieurs. Tout d'abord, la classe politique et les administrations ont développé un

discours radical sur la société postindustrielle. Il est indéniable que cette idée sur l'évolution des économies avancées vient du monde universitaire, mais les responsables français n'ont eu de cesse de marteler un discours anti-usines.

D'une part, ce choix résulte d'un point de vue conjoncturel de la crise des industries des Trente Glorieuses, avec l'idée de la dépasser grâce à un modèle économique alternatif, et d'un mépris certain pour le mode de création de valeur associé. Le discours sur le bonheur de la société postindustrielle a sans nul doute constitué une réponse au sentiment d'impuissance face aux crises à répétition de l'industrie française, en particulier pour les régions frappées de plein fouet, comme le Grand Est ou les Hauts-de-France.

D'autre part, de manière plus structurelle, ce discours sur la société postindustrielle reflète une incompréhension – largement répandue dans les élites françaises – sur la nature même de l'industrie. Celles-ci restent enfermées dans une représentation des réalités industrielles à la Charlie Chaplin des *Temps modernes*. De nombreux représentants de la gauche ont d'ailleurs partagé le sentiment que les emplois industriels, identifiés à des emplois manufacturiers, ne pouvaient être qu'asservissants et dégradants pour les travailleurs. Il n'est donc pas surprenant que la disparition des usines soit apparue comme une libération de l'homme.

Pourtant, cette conception repose sur une vision très restrictive de l'industrie. Le travail à la chaîne ou dans de gigantesques usines est certes une de ses caractéristiques, mais surtout au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle. Il faut sortir de ce désamour de l'industrie pour comprendre pourquoi l'avenir du travail en France peut reposer sur une industrie adaptée au XXI^e siècle. Il est impératif de prendre conscience du fait que création de richesses et industrie restent liées, et de comprendre que, sans base industrielle robuste en France, il ne peut y avoir de partage de richesses et de solidarité entre citoyens.

Un réel vecteur d'emplois qualifiants

L'industrie n'est pas ou plus ce que l'on croit. Il est réducteur de ne percevoir que les emplois manufacturiers sans qualifications. Certes, la France a perdu de nombreux emplois d'ouvriers peu qualifiés. Mais il est surtout intéressant de noter que le niveau de qualification et de compétences dans l'industrie n'a cessé de progresser depuis quarante ans. Les emplois de techniciens et d'ingénieurs sont au centre des activités manufacturières de l'industrie française aujourd'hui. De plus, de nombreux emplois ont été créés dans des activités non manufacturières, classées souvent dans les services. Ils concernent la conception, le design, le marketing... et accompagnent la production de biens matériels ou leur utilisation.

Comme le soulignait récemment Patrick Artus, directeur de la recherche et des études chez Natixis, « ce ne sont ni les bas salaires, ni les inégalités qui expliquent le plein-emploi en Allemagne, mais la capacité de l'Allemagne à garder une industrie de grande taille et en expansion ». Entre 2002 et 2016, il précise que l'emploi industriel n'a baissé que de 3% en Allemagne contre 24% en France. Ce n'est pas uniquement l'effet de la mondialisation, mais le résultat de choix politiques, voire sociétaux en défaveur de l'industrie.

D'une part, une part croissante d'activités industrielles se compose de tâches qui ne sont ni routinières, ni répétitives. Même les emplois sur les chaînes de production se sont transformés depuis la seconde moitié du XX^e siècle. Dans les années 1970, le fordisme a progressivement été remplacé par le toyotisme, qui fonctionne principalement en mobilisant des compétences spécifiques et les capacités cognitives des travailleurs.

D'autre part, les mutations de l'industrie portées par la quatrième révolution industrielle qui ont actuellement cours donnent un rôle bien plus important qu'on ne le pense à l'industrie dans la croissance économique, la création d'emplois et la transformation de la société. L'industrie est en train de changer radicalement de nature, avec une numérisation du produit et des procédés de fabrication, l'impression 3D (*additive manufacturing*), une robotisation accrue associant les humains au travers de la « cobotique » (ou robotique collaborative) et d'autres transformations du fonctionnement de l'industrie et des services associés.

Toutes ces évolutions ouvrent la voie à de nouveaux métiers liés à l'industrie qui sont bien plus compatibles avec le coût du travail en France, car ils se fondent sur des connaissances techniques et technologiques, des compétences spécifiques et une expertise à forte valeur ajoutée. L'industrie apporte donc toujours des emplois qui mobilisent les compétences, les capacités cognitives et la créativité des personnes. C'est dans cette forme d'industrie qu'il faut investir pour redonner sa place à la capacité transformatrice du travail.

Au regard de ses atouts, la France a toutes ses chances pour trouver une place dans l'industrie de la quatrième révolution industrielle. Les métiers de demain, par la valeur ajoutée sur laquelle ils reposent, sont compatibles avec les niveaux de rémunération sans lesquels les emplois industriels sont difficilement défendables en France par comparaison avec les pays pratiquant des coûts salariaux plus bas. Les métiers de demain, par la valeur ajoutée sur lesquels ils reposent, permettent de créer des emplois car ils sont compatibles avec les niveaux des salaires en France. Ces emplois peuvent être compétitifs en dehors des pays ayant de bas coûts salariaux.

Adapter la France à la quatrième révolution industrielle

Le défi n'est donc pas de « se débarrasser » de l'industrie et des emplois industriels, mais au contraire de les replacer au cœur du projet de société de la France. Cependant, cette adaptation de l'économie française à la quatrième révolution industrielle ne se fera pas mécaniquement. Il suffit de regarder l'ambitieux agenda du programme « Industrie 4.0 » lancé en 2011 par l'Allemagne. Celui-ci réussit à mobiliser l'ensemble des acteurs pour remanier la base industrielle de manière structurelle. Il promeut également une vision d'ensemble qui englobe toutes les dimensions en jeu, de la recherche à l'investissement productif, tout en repensant la formation.

Le premier défi pour la France est d'adapter la formation, en particulier aux métiers dont l'industrie aura besoin dans les années à venir. Il faudrait d'ailleurs parler de révolution du système éducatif et de formation en France.

L'exemple allemand est éloquent sur cet aspect. Les entreprises, les écoles professionnelles et les acteurs industriels travaillent main dans la main pour adapter la formation initiale et continue aux nouveaux besoins de la digitalisation. Même des métiers traditionnels de techniciens sont transformés grâce aux outils numériques. Ces derniers réduisent le travail physique et requièrent plus de tâches de programmation, d'analyse, d'interactions (avec d'autres salariés) et de créativité.

Cela suppose non seulement une bonne formation initiale, mais aussi une réelle formation tout au long de la vie professionnelle et une interaction entre système éducatif et entreprises. Avec son système d'apprentissage, l'Allemagne dispose d'un levier puissant pour s'adapter à la nouvelle donne. Elle associe aussi pleinement le monde de la recherche (notamment les instituts Fraunhofer) à la réflexion sur les métiers de demain et à leur mise en œuvre. Des centres d'expertise sont aussi conçus pour accompagner les PME dans leur mutation et l'adaptation des compétences de leurs salariés.

Il est indéniable que la France a pris du retard dans l'évolution de son système d'éducation et de formation continue. Malgré des ressources conséquentes, l'inertie du système rend les formations souvent inadaptées, quand elles ne sont pas *de facto* obsolètes. Une remise en question fondamentale est nécessaire. Il s'agit de cesser de mal former les jeunes tout en leur laissant croire que les diplômes proposés leur permettront d'obtenir des emplois valorisants et bien rémunérés et en s'obstinant dans le refus du dialogue avec ceux qui embauchent – les entreprises.

L'enjeu n'est pas d'abandonner la formation aux entreprises, mais de donner aux salariés ou futurs salariés toutes les chances de trouver un travail qui soit valorisant et motivant. C'est bien la

mission qui échoit au monde de l'éducation, qui doit ajouter son offre aux réalités des besoins du marché du travail.

Le second défi est d'accompagner la transition des entreprises vers la quatrième révolution industrielle par un effort de l'investissement productif.

Certes, il ne faut pas adopter trop vite des solutions qui ne seraient pas totalement validées afin de tirer tous les bénéfices de la quatrième révolution industrielle. Les modèles économiques de cette dernière sont encore, pour partie, en gestation. Une analyse des approches concurrentes le souligne, comme le montrent les conceptions assez différentes proposées par General Electric ou Siemens dans ce domaine.

Toutefois, l'attentisme n'est pas une réponse. Il est certain que les modes de production vont changer radicalement pour ouvrir la voie à une industrie plus productive, plus réactive, capable de s'adapter à des besoins multiples et d'être plus créative. Pour révolutionner la base industrielle des États-Unis, Barack Obama avait d'ailleurs lancé l'initiative « Manufacturing USA » en 2014 (National Network for Manufacturing Innovation). Celle-ci a donné naissance à un réseau regroupant aujourd'hui 14 instituts de recherche public-privé qui jettent les bases de nouvelles approches industrielles.

La force des initiatives publiques (en Allemagne, aux États-Unis...) ou privées (portées par les grands groupes industriels) en faveur de cette transition industrielle est de tester les scénarios possibles et de développer des solutions qui finiront par contribuer aux architectures industrielles de demain. Il est donc important qu'en France, l'État incite les acteurs liés à l'industrie à explorer de nouvelles approches ensemble.

Notre pays a lancé le programme « Industrie du futur » en 2015 – sous l'impulsion d'ailleurs d'Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique. Cette initiative restait cependant d'ampleur limitée. Une fois président, Emmanuel Macron a réaffirmé son ambition en proposant la mise en place d'un **fonds pour l'industrie du futur** doté de 10 milliards d'euros. Nous pouvons espérer qu'il ne servira pas à la seule relance de l'industrie française et pourra accompagner sa réelle transformation.

Cependant, il est important que les initiatives à l'échelle nationale ou européenne ne se contentent pas d'habiller de nouveaux atours des actions déjà engagées (comme cela a pu être le cas par le passé). La transition vers une industrie du XXI^e siècle nécessite de transformer en profondeur la base productive dans les outils, l'organisation de la production, les services nécessaires à la

transition numérique (*digital transformation*) et à la création de plates-formes permettant de développer les compétences dont les citoyens et les entreprises auront besoin dans les décennies à venir.

L'État ne peut pas tout. Surtout, il n'a pas la capacité de se substituer aux acteurs privés. Cependant, il lui est possible de mettre en place un cadre incitatif. La belle réussite des pôles de compétitivité dans l'innovation en est un exemple. L'enjeu est aussi d'inciter les entreprises à accroître leurs investissements productifs. Patrick Artus a maintes fois souligné la faiblesse de cette dimension de l'investissement. Le cadre fiscal doit favoriser un renouvellement de l'outil industriel, dans l'esprit de suramortissement que Manuel Valls avait impulsé quand il était Premier ministre.

L'industrie a donc un bel avenir dans notre pays si, à l'instar de l'Allemagne ou des États-Unis, il sait se mobiliser pour transformer sa base productive et la faire entrer dans la quatrième révolution industrielle. Cette dernière est porteuse de métiers et d'emplois qui sont indéniablement le vecteur d'une réindustrialisation. L'avenir industriel de la France est une possibilité, mais il s'inscrit dans une base industrielle du XXI^e siècle, et non dans celle d'un passé fantasmé qui ne pourra jamais être recréé.